

LA BIBLIOTHÈQUE
DU CITOYEN

Karoline Postel-Vinay

LE JAPON ET LA NOUVELLE ASIE



PRESSES DE SCIENCES PO



*KAROLINE POSTEL-VINAY,
docteur en science politique, est
diplômée de l'INALCO. Elle a
publié La révolution silencieuse
du Japon, Calmann-Lévy, 1994.
Ses travaux portent sur le Japon et
l'Asie du Nord-Est.*

La Bibliothèque du citoyen

Cette collection, au-delà du monde universitaire, s'adresse à un public citoyen, intéressé et sollicité par les grands thèmes qui font débat dans l'actualité.

Interdisciplinaire dans sa vocation et par l'identité même de ses auteurs, ouverte sur les problèmes de la société française comme sur ceux de l'Europe et du monde, elle entend participer, à sa façon, aux grandes controverses publiques.

L'objectif de la collection est donc de proposer à des intellectuels, des universitaires ou des chercheurs de renom de donner « à chaud », sur une question essentielle, d'ordre politique, économique ou social, le point de vue auquel ils sont parvenus à l'issue de leur réflexion ou de leur recherche.

En veillant à ne pas laisser le débat sur la cité aux seuls professionnels de l'opinion, les Presses veulent démontrer que les sciences sociales peuvent sortir d'elles-mêmes et avoir une utilité sociale.

En abandonnant leur lourdeur sans rien abdiquer de leur rigueur, en devenant accessibles au citoyen motivé par les questions de son temps sans tomber dans les facilités du marketing d'opinion, les sciences sociales peuvent ainsi apporter leur témoignage avec clarté et concision, combattre des clichés et dénoncer les facilités.

Ouvrages courts, allégés de leur appareil critique comme des pesanteurs des démonstrations techniques, les livres de La Bibliothèque du citoyen ne sont pas des synthèses académiques mais des moyens d'expression rapide et directe mis à la disposition de la communauté intellectuelle.

Portant sur une question ou un enjeu et non sur un objet d'encyclopédie, ils éclairent, sans fioritures inutiles, un débat public qui souffre tour à tour de simplisme et d'inutiles confusions.

La Bibliothèque du citoyen œuvre ainsi concrètement à la construction d'une cité réellement participative.

Comité de pilotage, Bertrand Badie, Jean-Baptiste Boyer, Jean-Luc Domenach, Marie-Françoise Durand, Serge Hurtig, Jacques Le Cacheux, Thierry Leterre-Robert, Mireille Perche, Dominique Reynié, Renaud Sainsaulieu, Christophe de Voogd.

LE JAPON ET LA NOUVELLE ASIE

LA BIBLIOTHÈQUE
DU CITOYEN

Karoline Postel-Vinay

**LE JAPON
ET LA NOUVELLE ASIE**

PRESSES DE SCIENCES PO

Extrait de la publication

Catalogage Électre-Bibliographie (publié avec le concours des Services de documentation de la FNSP)

Postel-Vinay, Karoline

Le Japon et la nouvelle Asie. – Paris : Presses de Sciences Po, 1997.

– (La Bibliothèque du citoyen)

ISBN 2-7246-0703-1

RAMEAU :

Japon : relations : Asie orientale

Japon : relations extérieures : 1945 –...

Asie orientale : intégration économique

DEWEY :

327.7 : Relations internationales. Politique étrangère. Politique étrangère des différents États

952 : Japon et îles adjacentes

Public concerné :

Tout public

Le photocopillage
tue le livre



Ce logo mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, tout particulièrement dans le domaine des sciences humaines et sociales, le développement massif du « photocopillage ».

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée). Or, cette pratique s'est généralisée, provoquant une brutale baisse des ventes, au point que la possibilité même d'éditer correctement ce type d'ouvrages est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

ISBN de la version numérique : 9782724685343

Couverture : Emmanuel Le Ngoc

© 1997. PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

ISSN 1272-0496

Introduction

On parlait hier du « miracle » japonais. On parle aujourd'hui du « miracle » asiatique. Les pays asiatiques constituent-ils de nouveaux Japons ? Oui et non. Oui, à en croire la description qu'en fait la presse occidentale. Le 8 novembre 1996, un dragon fulminant s'étalait en première page du journal *Libération* : le groupe sud-coréen Daewoo venait de racheter une filiale de Thomson. Un peu moins de dix ans auparavant, les achats de compagnies américaines par des groupes japonais donnaient lieu, sur les couvertures de nos magazines, à des geishas triomphantes et des samourais conquérants. Le développement économique de l'Asie orientale provoque des sentiments de fascination et de peur que trahissent ces images d'exotisme aux traits menaçants. Cependant, la Corée du Sud ou tout autre « dragon » n'est pas un nouveau Japon, pas plus qu'en d'autres temps la France n'a été une nouvelle Angleterre. C'est une évidence de dire que chaque pays a son histoire singulière. Mais il est aussi certain que, pour les Occidentaux, il existe bien « un » phénomène asiatique, dont on sent confusément

l'importance et qu'il faudra finalement se donner la peine de comprendre.

Le problème, pour les Occidentaux (et surtout les Européens), est qu'il faut se familiariser avec un objet qui est lui-même en mouvement. Ce mouvement est double, il concerne à la fois le Japon et l'Asie orientale. Le Japon est un pays en transition, situé au cœur d'une transformation régionale majeure. D'ici la fin de ce siècle, selon la Banque mondiale, les pays asiatiques produiront la moitié de la croissance planétaire. La présence politique de l'Asie orientale sur la scène internationale est de plus en plus visible. Son influence culturelle augmente aussi. Le Japon occupe une place essentielle dans cette évolution. Pouvoir évaluer le rôle qu'il y jouera à terme est donc une question importante pour l'Occident. D'autant que le Japon, seule démocratie d'âge mûr de la région, est lié de multiples façons à la sphère occidentale, notamment par l'alliance nippo-américaine. L'intégration du Japon en Asie va-t-elle s'approfondir et, si oui, se fera-t-elle au détriment de ses partenaires occidentaux ? Pour répondre à cette interrogation, il faut d'abord savoir de quoi est faite la relation nippo-asiatique et de quelle manière elle est affectée par les changements en cours.

Étudier la relation du Japon avec ses voisins asiatiques, c'est d'abord s'interroger sur la place qu'y occupe l'Histoire. Les liens du Japon avec sa région sont-ils essentiellement conflictuels, ou bien est-ce là une vision héritée de la guerre du Pacifique ? Cette guerre a-t-elle fixé une fois pour toutes le mode des échanges entre ces pays ? Il faudra se situer sur une échelle de temps plus longue pour apprécier les enjeux qui pèsent effectivement sur la dynamique régio-

nale d'aujourd'hui. Il faudra également intégrer les données plus récentes de la guerre froide, indispensables pour comprendre la mutation politique et le repositionnement identitaire que connaît le Japon. Le recul historique permettra aussi de souligner l'importance de l'Asie du Nord-Est pour le Japon, qui reste, en fait, sa référence régionale fondamentale. L'ombre de la Chine plane sur l'ensemble des pages qui vont suivre. Elle est, à présent, une source d'incertitudes et de pronostics divers pour l'ensemble de la scène internationale et, *a fortiori*, pour le Japon. Mais la nouvelle Asie est également, et même tout d'abord, l'Asie du Sud-Est. De là a été lancé, sur fond de taux de croissance à deux chiffres, le discours sur les « valeurs asiatiques ». Aussi caricatural soit-il, cet asiatisme flamboyant oblige les Japonais à réagir, ne serait-ce que pour s'en démarquer. Dans un sens, toute cette agitation asiatique – les prouesses économiques, les affirmations politiques des uns et des autres, l'effervescence des villes et de la consommation culturelle – est aussi celle du Japon. Mais le Japon a, par ailleurs, son propre parcours à entreprendre, son propre cadre de références à recomposer. Ses choix compteront pour la régionalisation asiatique, et ils compteront de même pour l'élaboration d'un dialogue Europe-Asie à peine ébauché.

L'omniprésence de l'Histoire

L'Histoire sous toutes ses formes – factuelle, reconstruite ou déconstruite, dite ou non dite – joue un rôle considérable dans les relations du Japon avec ses voisins asiatiques et au sein de l'Asie orientale en général. Alors que les différentes représentations collectives de l'histoire de l'Europe de l'Ouest sont de plus en plus similaires et consensuelles (au point que l'on a pu produire un manuel d'histoire supranational, destiné à l'ensemble des pays de la Communauté européenne), celles de l'histoire asiatique sont plutôt hétérogènes et conflictuelles. Elles soutiennent des constructions nationales souvent encore fragiles, acceptant difficilement les critiques émises de l'extérieur, et autorisant d'autant moins la discussion qu'elles sont, dans certains cas, défendues par des régimes très peu démocratiques. L'Asie orientale n'est donc pas en paix avec son passé. Les tensions concernent, bien entendu, le contentieux laissé par la guerre du Pacifique, mais elles ne s'y réduisent pas. D'abord, ce contentieux est moins simple que la description que l'on en fait couramment : il n'est pas seu-

lement l'expression du traumatisme des ex-victimes asiatiques face à leur ex-agresseur japonais. Ensuite, les relations nippono-asiatiques s'inscrivent dans une histoire bien plus longue, où la guerre du Pacifique joue certes un rôle central, mais n'en constitue ni l'origine ni l'aboutissement. Enfin, ces relations sont essentiellement celles du Japon avec ses voisins immédiats, la Chine et la Corée, tandis que l'Asie du Sud-Est y occupe, dans la durée, une place secondaire. Aussi, c'est en commençant par rappeler la complexité et le poids des liens nippono-chinois et nippono-coréens que l'on doit aborder la question de l'Histoire dans les relations du Japon avec l'Asie.

Si proches, si lointaines : la Chine et la Corée

Lorsqu'on parle aujourd'hui de l'« Asie » ou de l'« Asie orientale », on pense à une région qui s'étend à peu près de Pékin à Jakarta et de Tokyo à Bangkok, voire New Delhi. Mais, pour les Japonais, l'« Asie » s'est longtemps limitée au monde sinisé, plus précisément à la Chine et à la Corée et, dans une certaine mesure, cette perception continue de marquer les relations nippono-asiatiques. Ce fait recouvre un paradoxe, car, si la Chine et la Corée constituent effectivement la référence centrale de l'héritage asiatique des Japonais, et donc leur communauté culturelle et identitaire d'origine, c'est aussi à l'égard de ces deux pays que ces derniers ont pu éprouver les sentiments d'aliénation et de rejet les plus exacerbés. Les Japonais de cette fin de siècle, surtout les jeunes générations, semblent de plus en plus goûter aux joies du

retour aux sources, et leur attitude face à leurs voisins du continent évolue en conséquence. Mais ils n'en restent pas moins confrontés à la nécessité d'élaborer une vision à peu près harmonieuse de leur passé commun, en y intégrant, pour leur part, une histoire chargée d'ambivalence et de contradictions qui ont pu se révéler terriblement destructrices.

Tout comme l'influence gréco-latine en France et dans d'autres pays européens, la civilisation chinoise a laissé sa marque dans le tissu même de la culture japonaise : on la retrouve dans l'écriture et le répertoire artistique, dans les mets quotidiens et les principes d'architecture traditionnelle. Pendant plusieurs siècles, une bonne partie de l'Asie orientale a été organisée autour de la puissance de l'empire du Milieu ; le Japon n'a pas non plus échappé à son rayonnement. Les archives chinoises indiquent que, dès le III^e siècle de l'ère chrétienne, des missions japonaises se sont rendues dans la péninsule coréenne pour présenter leurs respects au gouverneur de la Chine, installé sur place. La lente sinisation de la société japonaise, tout au moins celle de son élite, a commencé au V^e siècle, notamment avec l'importation progressive des idéogrammes. Quelque quatre cents ans plus tard, cette influence est devenue incontournable ; les études chinoises – géomancie, astrologie, poésie, philosophie confucéenne – ont dominé, au IX^e siècle, la vie intellectuelle et sociale des classes privilégiées de l'archipel. La sinisation du pays a aussi été un choix politique des détenteurs du pouvoir au Japon. Le premier exemple, et le plus célèbre, est celui du prince Shôtoku (574-622) qui a cherché à établir une puissance publique centralisée sur le modèle continental. Les réformes dites de

Taika (646-710), lancées par le clan Fujiwara, ont eu un but similaire en établissant un code de droit, le recensement des terres et de la population, et en créant une administration centrale dont un ministère des Finances appelé *ôkurashô*, qui désigne, aujourd'hui encore, la même institution. Cependant, l'intensité des liens entre la Chine et le Japon, et donc l'influence de la première sur le second, n'ont pas été constantes. Le XIII^e siècle aura été marqué par un relâchement, voire une suspension des relations sino-asiatiques jusqu'à la fin du siècle suivant, où elles se sont à nouveau développées. Mais les véritables ruptures entre les deux pays, celles qui ont laissé les traces les plus durables, auront, de fait, été les ruptures engendrées par l'arrivée des Occidentaux dans la région : la première fois vers le milieu du XVI^e siècle, inaugurant une longue période de christianisation du Japon (appelée aussi le « siècle chrétien » du Japon), et la seconde fois à la fin du XIX^e siècle, contribuant à la construction de l'État moderne japonais.

Or, ces deux grandes ruptures nippon-chinoises ont également concerné la Corée, même si cette dernière occupe dans l'histoire japonaise une place très différente de celle de la Chine. Elle y aura plutôt joué un rôle d'intermédiaire, parfois de partenaire, plus rarement de rivale, en tout cas jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Elle a d'abord été le trait d'union culturel entre le Japon et l'empire du Milieu. Ce sont bien souvent des moines, des savants et autres sages coréens qui ont contribué à la diffusion du savoir chinois dans l'archipel, que ce soient les arts de la calligraphie et de la poterie ou des techniques agricoles et artisanales. La circulation des biens et des personnes entre le

Sud de la Corée et le Sud du Japon aura été suffisamment importante pour que l'on puisse parler de rencontre entre deux peuples. Cette rencontre s'est réalisée aux différents niveaux de la société, celui des marchands comme celui de la Cour. En particulier, plusieurs mariages ont été célébrés entre les familles nobles des deux pays, y compris entre la famille impériale japonaise et l'aristocratie coréenne. Si on les considère dans la durée et, encore une fois, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les relations entre ces deux pays, proches sur le plan géographique, auront été remarquablement pacifiques. Alors que la majeure partie de l'histoire européenne a été jalonnée par d'innombrables guerres, le Japon a surtout vécu en paix avec ses voisins. En quelque mille ans d'histoire, le seul conflit militaire dont il aura été responsable est celui déclenché en 1592 par le chef guerrier Toyotomi Hideyoshi (1537-1598) qui tenta, sans succès, d'envahir la Corée. Un tel passé, où la sérénité l'emporte de fait sur l'hostilité, devrait logiquement inciter à l'optimisme quant à l'avenir des relations nippono-asiatiques. Aussi peut-on se demander pourquoi les guerres du XX^e siècle semblent avoir enfermé le Japon dans une image d'éternel agresseur, dont les « instincts » impérialistes devraient être étroitement surveillés. On reviendra plus longuement sur cette question.

Les intrusions des Occidentaux en Asie orientale ont constitué, de différentes façons, autant de chocs pour les pays de la région. Les mouvements des voyageurs espagnols et portugais du XVI^e siècle ont généralement été moins violents et déstabilisants que les conquêtes colonialistes des grandes puissances, à commencer par la Grande-Bretagne et la

France, du XIX^e siècle. Pour le Japon, chaque apparition des Occidentaux aura été synonyme de bouleversement identitaire, avec toutefois des effets plus ou moins durables. L'arrivée des marchands et des missionnaires ibériques, dont une des conséquences a été la conversion d'environ 700 000 Japonais au christianisme (sur une population estimée à 13 ou 14 millions d'habitants), a ouvert de nouveaux horizons culturels dans un pays où le modèle chinois était pour la première fois mis en compétition avec un autre. Ce « siècle chrétien » a d'ailleurs été marqué par un refroidissement des relations officielles du Japon avec ses voisins continentaux et, naturellement, par une baisse de l'influence du bouddhisme dans l'archipel. Cependant, si ce premier épisode occidental de l'histoire japonaise a effectivement créé la possibilité d'une rivalité entre différents modèles culturels et identitaires, il n'a pas remis fondamentalement en cause l'ordre établi par l'empire du Milieu. Le second épisode occidental a été autrement plus perturbateur. En fait, dès le milieu du XVIII^e siècle, c'est-à-dire cent ans avant que le Japon n'ouvre à nouveau officiellement ses portes aux Occidentaux, s'est mis en place un débat opposant les mérites et les démérites respectifs de l'enseignement européen, plus précisément hollandais (*rangaku*), et de l'enseignement chinois. Puis, de simple débat d'idées, cette discussion s'est transformée en conflit politique majeur et en dilemme national. La menace de plus en plus précise de l'expansionnisme européen en Asie orientale, la mainmise des Britanniques sur la Chine, puis enfin l'irruption des canonnières américaines aux abords du Japon ont donné un caractère d'urgence à la décision d'adopter ou, au

contraire, de rejeter le modèle occidental. Cette question s'est posée sur fond d'opposition croissante entre, d'une part, le gouvernement en place à Edo, futur Tokyo, qui avait accepté de signer les « traités inégaux » avec les puissances euro-américaines, et, d'autre part, les clans rebelles du Sud de l'archipel. Ceux-là mêmes qui avaient réclamé l'« expulsion des Barbares » ont finalement, une fois au pouvoir, mis le pays sur la voie de l'occidentalisation.

Cette deuxième confrontation du Japon avec le monde occidental, parce qu'elle impliquait des décisions plus radicales, a aussi été la source d'une cassure plus profonde entre les Japonais et leur communauté culturelle d'origine, cassure qui, de fait, n'est pas encore tout à fait réparée aujourd'hui. Le processus de séparation s'est manifesté, pour le Japon, à la fois sur le plan interne et externe. La domination européenne et américaine de l'Asie – d'où le Japon se tirait plutôt à bon compte, puisque au moins sa souveraineté territoriale était à peu près préservée – a donné raison, dans l'archipel, aux partisans de l'occidentalisation : la supériorité du modèle qu'ils défendaient, comprise en simples termes de rapport de force, n'était en effet plus à démontrer. Cependant, le colonialisme occidental a aussi favorisé le développement d'un nouveau nationalisme japonais. Si la faiblesse de la Chine a alors été cruellement mise en évidence, remettant en cause l'image d'un géant incontournable, la force occidentale n'a pas suscité que de l'admiration. Elle a également encouragé une certaine idée d'indépendance, plaidant pour une puissance (militaire, industrielle) autonome et une identité singulière. De là le renforcement d'une troisième voie, celle déjà inaugurée par les « études natio-

nales » (*kokugaku*), et qui allait triompher quelques décennies plus tard. Sur le plan interne, la réaction japonaise au retour des Occidentaux en Asie a donc été un mélange de volonté d'appropriation du modèle européen, et d'ambition de se doter de ressources propres, tant matérielles qu'identitaires. Sur le plan externe, elle s'est traduite par un mouvement fortement ambivalent à l'égard de l'Asie, allant de la solidarité au rejet.

L'élite éclairée de cette période de profonde transformation qu'a été l'ère Meiji (1868-1912), a longtemps espéré faire du Japon le médiateur entre l'Occident et l'Asie. Pour ce faire, il fallait à la fois transmettre aux pays asiatiques les grands principes de la modernisation occidentale et défendre leurs intérêts face à l'ordre international imposé par les grandes puissances. Les efforts des Japonais à cet égard se sont d'abord portés sur la Corée. Des missions se sont rendues dans la péninsule dès 1870 afin, tout d'abord, d'obtenir des autorités coréennes qu'elles reconnaissent le gouvernement de Meiji, puis de les encourager à mettre fin à la relation traditionnelle de vassalité qu'elles entretenaient avec la Chine et à adopter le principe moderne d'indépendance nationale et d'égalité des États. Devant la fin de non-recevoir que leur opposaient obstinément leurs interlocuteurs, les dirigeants japonais ont progressivement abandonné la tactique de persuasion pour celle de la force. La façon dont le Japon a imposé le traité de Kanghwa (1876) à la Corée, par lequel était reconnue la souveraineté de la nation coréenne, mais aussi l'obligation pour celle-ci de garantir des droits d'extra-territorialité, n'a finalement pas été très différente de celle dont les États-Unis, suivis

des autres grandes puissances, ont obtenu du gouvernement japonais l'ouverture de l'archipel. Dans un cas comme dans l'autre, l'argument ultime a été celui de la menace des canons, et l'octroi de privilèges divers pour les étrangers (Occidentaux au Japon, Japonais en Corée) expliquait, si elle ne la justifiait, l'appellation « traités inégaux ». Aussi, l'agressivité des nouveaux modernisateurs, en dépit de leurs prétentions libérales, a inévitablement engendré des réactions de rejet : en Corée, elles se sont en particulier manifestées dans le mouvement populaire *tonghak* (la voie orientale), où se sont mêlées la défense de la tradition confucéenne, la reconnaissance de la suzeraineté chinoise et l'opposition au gouvernement central – celui de la dynastie Yi qui détenait, bon gré mal gré, le pouvoir dans la péninsule. Cependant, tout comme au Japon, le rejet des Occidentaux n'a pas empêché l'expression de véritables engouements pour le modèle européen, ces mouvements de résistance en Corée ont coexisté avec des attitudes beaucoup plus réceptives à l'égard des réformateurs japonais. Ces derniers ont cherché très tôt à soutenir en Corée les partisans de l'indépendance nationale et de la construction d'un État moderne, selon les principes occidentaux. L'histoire de l'actuelle Université de Keiô, l'une des grandes universités japonaises, est liée à cette volonté. Fondée par Fukuzawa Yukichi (1835-1901), personnage central de la vie intellectuelle et politique de l'ère Meiji, elle a joué un rôle considérable dans la formation des jeunes modernistes coréens. Certains d'entre eux allaient devenir les chefs de file de mouvements d'indépendance dans leur pays, et, ironie de l'Histoire, contre la domination japonaise au

DANS LA MÊME
COLLECTION

Alfred Grosser
Les identités difficiles

Maurice Bertrand
La fin de l'ordre militaire

Guy Hermet
Le passage à la démocratie

François Rachline
*Services publics,
économie de marché*

Henri Rey
La peur des banlieues

Jean-Pierre Rioux
Tombeaux pour la gauche

Roland Cayrol
Médias et démocratie : la dérive

Olivier Dollfus
La mondialisation

À PARAÎTRE

Lilly Marcou
Communisme : quel avenir ?

Joël Roman
*L'Europe est-elle notre
nation de demain ?*

Philippe Moreau Defarges
Démystifier l'ingérence

Le Japon est aujourd'hui un pays en transition. Non pas, comme cela a été écrit, parce que certains chocs récents (éclatement de la « bulle » financière, tremblement de terre de Kobé) auraient plongé l'archipel dans une situation de crise : c'est moins la réalité japonaise elle-même que sa représentation occidentale, c'est-à-dire l'image d'une puissance invulnérable, qui a été modifiée par ces événements. La transformation du Japon est à la fois moins dramatique et profonde. Elle se traduit d'abord par un changement politique, le plus important qu'ait connu le pays depuis la fin de la guerre du Pacifique, et plus généralement par la recherche de nouveaux repères identitaires. Cette transformation s'inscrit en outre dans un contexte régional en plein mouvement. L'Asie orientale, forte de son remarquable dynamisme économique, s'affirme aussi sur le plan politique et culturel. Le développement et les conséquences, notamment les conséquences pour l'Occident, de cette nouvelle régionalisation asiatique sont encore incertains. Mais ce qui ne fait aucun doute, c'est que le Japon y jouera un rôle essentiel. Il n'est évidemment pas indifférent que la seconde puissance économique mondiale, qui est de surcroît la seule démocratie d'âge mûr de la région, s'implique davantage dans la recomposition asiatique, ou qu'au contraire elle garde ses distances, au nom de l'alliance nippo-américaine. Aussi doit-on tenir compte de la position du Japon, ou plutôt des différentes tendances en cours dans l'archipel, pour vraiment prendre la mesure de la montée de l'Asie.



LA BIBLIOTHÈQUE
DU CITOYEN



9 782724 607031

945 624-2



ISBN : 2-7246-0703-1

